



ARRETE DU PRESIDENT DU SYNDICAT MIXTE DU SCOT DES RIVES DU RHONE

ARRETE N°A-2019-11

Objet : organisation de l'enquête publique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale des Rives du Rhône

Le Président du Syndicat Mixte des Rives du Rhône

- Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.103-1 à 6, L.131-1 à 3, L.132-1 à 16, L.141-1 à L.144-1, L.142-1 à 5, L.143-1 à 21, L.132-12 et L.132-13, R.141-1 à 16 et R.143-1 à 16,
- Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 123-1 à 18 et R. 123-1 à 27,
- Vu la délibération D/2013/27 du Conseil Syndical du Syndicat Mixte des Rives du Rhône en date du 11 juin 2013, prescrivant la révision du Scot des Rives du Rhône, précisant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de concertation,
- Vu la délibération D/2019/05 du Conseil Syndical du Syndicat Mixte des Rives du Rhône en date du 14 février 2019 tirant le bilan de la concertation sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale et arrêtant le projet
- Vu la décision n°E19000081/38 en date du 09 avril 2019 du Président du Tribunal Administratif de Grenoble désignant la commission d'enquête
- Vu les pièces du dossier d'enquête relatives au projet de Schéma de Cohérence Territoriale

ARRETE :

Article 1 - Objet et dates de l'enquête publique

Conformément à l'article L.143-22 Code de l'Urbanisme, une enquête publique est organisée afin d'informer le public et de recueillir ses observations et propositions relatives au projet de Schéma de Cohérence Territoriale des Rives du Rhône arrêté par le Conseil Syndical du Syndicat Mixte des Rives du Rhône le 14 février 2019.



